

Aides publiques à l'investissement : le GPS regrette que les services soient exclus du dispositif

Le gouvernement a présenté le 8 avril un dispositif de soutien à l'investissement des entreprises afin « de consolider et accélérer la reprise économique ». Il a précisé que ces aides seront réservées aux investissements « de nature industrielle » privilégiant ainsi une relance par l'industrie.

Prenant acte de ces mesures non négligeables puisque leur coût est évalué à 2,5 milliards d'euros, le GPS (Groupement des Professions de Services) regrette une fois encore que les activités de services n'en bénéficient pas. Représentant aujourd'hui 80 % des créations d'emplois et 45 % de la valeur ajoutée du pays, les services sont pourtant les premiers investisseurs en France. Ils sont clairement l'accélérateur du développement de tous les autres secteurs économiques, et ce dans la plupart des pays développés. La croissance du Royaume Uni est alimentée par les services, ce pays étant aujourd'hui le leader européen en termes de valeur ajoutée dans ces secteurs. Quant à l'Espagne son dynamisme accroît le poids du pays sur le marché des services en Europe. Dans les deux cas les services sont au cœur de la croissance et de la création d'emploi

Le secteur des services est en France à la fois innovant et dynamique. Il peut offrir des solutions immédiates et multiples à la lutte contre le chômage. Le moment serait donc opportun pour le soutenir en aidant ses entreprises à financer leurs investissements, notamment en matière de formation et de numérique.

Le Groupement des Professions de Services regroupe 26 fédérations de services ainsi que 23 grandes entreprises adhérentes directes, dans les domaines des services aux entreprises, des services financiers, des services aux particuliers et aux personnes et des services aux collectivités. Le secteur des services représente 9,8 millions d'emplois et 45% de la valeur ajoutée du pays.

Ses thèmes d'action concernent en priorité la contribution du secteur des services à la croissance et à l'emploi, la formation, la valorisation des métiers de services et la prise en compte des spécificités du secteur dans les politiques publiques, l'innovation.

Contact

YLB Conseil

y.lebourdonnec@ylbconseil.fr

01 44 82 85 91